

PARLONS BÉTÉ

Parlons...

Collection dirigée par Michel Malherbe

Déjà parus

Parlons baoulé, Jérémie KOUADIO N'GUESSAN, Kouakou KOUAME, 2004.

Parlons minangkabau, Rusmidar REIBAUD, 2004.

Parlons afar, Mohamed Hassan Kamil, 2004.

Parlons mooré, Bernard ZONGO, 2004.

Parlons soso, Aboubacar TOURÉ, 2004.

Parlons koumyk, Saodat DONIYOROVA, 2004

Parlons kirghiz, Rémy DOR, 2004.

Parlons luxembourgeois, François SCHANEN, 2004.

Parlons ossète, Lora ARYS-DJANAÏEVA, 2004.

Parlons letton, Justyna et Daniel PETIT, 2004.

Parlons cebuano, Marina POTTIER-QUIRÓLGICO, 2004.

Parlons môn, Emmanuel GUILLON, 2003.

Parlons chichewa, Pascal KISHINDO, Allan LIPENGA, 2003.

Parlons lingala, Edouard ETSIO, 2003.

Parlons singhalais, Jijnadasa LIYANARATAE, 2003.

Parlons purepecha, Claudine CHAMOREAU, 2003.

Parlons mandinka, Man Lafi DRAMÉ, 2003

Parlons capverdien, Nicolas QUINT, 2003

Parlons navajo, Marie-Claude FELTES-STRIGLER, 2002.

Parlons sénoufo, Jacques RONGIER, 2002.

Parlons russe (deuxième édition, revue, corrigée et augmentée), Michel CHICOUENE et Serguei SAKHNO, 2002.

Parlons turc, Dominique HALBOUT et Gönen GÜZEY, 2002.

Parlons schwyztütsch, Dominique STICH, 2002.

Parlons turkmène, Philippe-Schemerka BLACHER, 2002.

Parlons avikam, Jacques RONGIERS, 2002.

Parlons norvégien, Clémence GUILLOT et Sven STORELV, 2002.

Parlons karakalpak, Saodat DONIYOROVA, 2002.

Parlons poular, Anne LEROY et Alpha Oumar Kona BALDE, 2002.

Parlons arabe tunisien, M. QUITOUT, 2002.

Parlons polonais, K. SIATKOWSKA-CALLEBAT, 2002.

Raymond G noléba ZOGBO

PARLONS BÉTÉ

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Könyvesbolt
Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'Harmattan Italia
Via Degli Artisti, 15
10124 Torino
ITALIE

© L'Harmattan, 2004
ISBN : 2-7475-7300-1
EAN : 9782747573009

I- LA COTE D'IVOIRE

Présentation

La Côte d'Ivoire est située en Afrique de l'Ouest. Elle couvre une superficie de 322.462 km². Elle est limitée au nord par le Mali et le Burkina-Faso, à l'ouest par la Guinée et le Libéria, à l'est par le Ghana et au sud par l'Océan atlantique.

C'est un pays situé dans la zone inter-tropicale avec un climat de type tropical au nord et de type équatorial au sud, caractérisé par quatre (4) saisons (deux saisons pluvieuses et deux saisons sèches). Ses températures sont élevées et présentent une moyenne annuelle de 28°.

Quatre grands fleuves traversent le pays du nord au sud (Cavally, Sassandra, Bandama, et Comoé) et sont complétés par un système très diversifié de lagunes tout au long de la côte.

La forêt et la savane constituent les deux principaux paysages ivoiriens et dotent la Côte d'Ivoire d'un patrimoine faunique et végétal très riche.

Habitée par environ 4 000 000 d'individus au moment de l'indépendance en 1960, la Côte d'Ivoire a, en l'espace de quarante (40) ans, quadruplé sa population et compte, aujourd'hui, 16.000.000 d'habitants (R.G.P.H. - 1998). La principale caractéristique de cette population est sa jeunesse car elle est, à 42,9%, d'âge inférieur à 15 ans et la population de moins de 20 ans constitue près de 52,9% de la population totale. Son taux de croissance démographique est de 3,3%.

Economie

La Côte d'Ivoire a bâti son développement sur son agriculture avec les cultures de rente que sont le café, le cacao, le palmier à huile, l'hévéa et plus récemment, le coton et les fruits. Il faut ajouter à ces cultures, l'exportation du bois et son industrie.

Avec une production qui atteint 1 200 000 tonnes, la Côte d'Ivoire est le premier producteur de cacao et assure 40% de la production mondiale. Il est également le troisième producteur de café.

Au début des années 80, les cours mondiaux de ces matières ont connu une baisse drastique due à l'arrivée sur le marché de nouveaux producteurs, notamment asiatiques (Vietnam, Indonésie, Malaisie) qui ont gonflé l'offre. Cette situation a plongé l'économie ivoirienne dans des difficultés dont elle a peine à sortir. La dévaluation du Franc CFA en 1994 a permis un sursaut malheureusement de courte durée en 1995. Pour compléter le tableau, le poids de la dette vient alourdir le déficit et classe la Côte d'Ivoire "au 72ème rang sur 92 pays en développement en terme d'indice de pauvreté humaine"¹. La transformation locale des matières premières reste aujourd'hui la seule bouée de sauvetage qui pourrait soulager cette économie ivoirienne et, d'une manière plus générale, l'économie africaine.

La Côte d'Ivoire constitue cependant, avec son infrastructure économique relativement dense et diversifiée, un état jouant, dans la région, un "rôle décisif tant au niveau de l'UEMOA, du Conseil de l'Entente que de la CEDEAO et de l'UA"².

Découpage administratif

Le dernier découpage administratif date de l'an 2000 et partage la Côte d'Ivoire en dix-neuf (19) régions qui elles-mêmes sont subdivisées en 58 départements, 245 sous-préfectures et 197 communes :

régions	départements (<i>chefs-lieux</i>)
Agnéby	Agboville
Bafing	Touba
Bas-Sassandra	San-Pédro
Denguélé	Odienné
Fromager	Gagnoa
Haut-Sassandra	Daloa
Lacs	Yamoussoukro (district)
Lagunes	Abidjan (district)
Marahoué	Bouaflé

1 Source: Introduction au Plan d'Action Nationale de l'Education pour Tous, 2004-2015 (Ministère de l'Education Nationale)

2 *ibid.*

Montagnes	Man
Moyen Cavally	Guiglo
Moyen-Comoé	Abengourou
Nzi-Comoé	Dimbokro
Savanes	Korhogo
Sud-Bandama	Divo
Sud-Comoé	Aboisso
Vallée du Bandama	Bouaké
Worodougou	Séguéla
Zanzan	Bondoukou

Ce découpage a été réalisé pendant la transition militaire dirigée par le général Robert Guéi en l'an 2000 après le coup d'Etat militaire survenu en décembre 1999.

Histoire

La pénétration française en Côte d'Ivoire

Les relations qui existent aujourd'hui entre la Côte d'Ivoire et la France trouvent leur origine en 1893, lors du partage de l'Afrique entre les puissances européennes d'alors. Ce partage a fait de la Côte d'Ivoire une colonie française autonome. Pourtant la France est loin d'avoir été le pays européen qui a marqué de la manière la plus significative la période précoloniale de ce pays.

“C'est en 1839 que Bouët Willaumez appelle *Côte d'Ivoire toute la fraction du littoral située entre le Cap des Palmes et Assinie*”³. Au delà d'Assinie, l'on parlait en effet de la Côte de l'Or qui allait jusqu'à Accra.

Mais les lieux-témoins les plus anciens du passage des Européens sur la côte ivoirienne datent du 15^{ème} siècle et ont des noms à consonnance ibérique: Sassandra, San-Pédro, Fresco. Les Portugais, car il s'agit d'eux, se sont intéressés principalement à la partie ouest de cette côte qu'ils ont surnommée la Côte des “Mals Gens” qui s'étendait du Cap des Palmes jusqu'à Grand-Lahou. Ils ont été suivis par les Hollandais, les Anglais et autres Danois. Leurs activités commerciales se réalisaient en rade, ils n'ont donc pas établi de comptoirs sur le littoral.

³ Paul Atger, *La France en Côte d'Ivoire de 1843 à 1893. Cinquante ans d'hésitations politiques et commerciales*, Dakar, 1962, p. 24, cité par Kouamé Aka.

Il faut attendre la fin du 17^{ème} siècle, plus précisément 1685, pour voir la création de la *Compagnie de Guinée*, compagnie française dont l'activité était le "commerce des Nègres, de la poudre d'or et de toutes autres marchandises"⁴.

L'existence d'une forte concurrence à l'ouest amène les Français à se diriger vers l'est du pays. Les premières missions de la Compagnie de Guinée se situent, en effet, sur la Côte de l'Or, plus précisément à Bassam et Assinie. Mais, sous la pression des Hollandais, la France cesse toute activité commerciale sur la côte ivoirienne. 1704 est l'année du départ des derniers Français. Il faut mentionner le voyage de Banga et du prince d'Assinie à la cour de France de 1687 à 1701.

Ce n'est que quelques centaines d'années plus tard, au milieu du 19^{ème} siècle que les Français reviendront sur la côte ivoirienne pour y installer des maisons de commerce: la Maison Régis s'installe à Grand-Bassam et à Assinie en 1843 et à Dabou en 1854; Verdier, un commerçant, arrive à Bassam en 1862 et à Assinie en 1863. Des forts sont alors construits à Assinie et Grand-Bassam qui seront, encore une fois, évacués à la suite de la chute en France du 2^{ème} Empire (1871).

C'est Verdier qui met en place une véritable politique commerciale française pour cette région et veut mettre en valeur la Côte d'Ivoire. L'ancêtre des écoles françaises en Côte d'Ivoire date de 1882 à Assinie. Verdier créa des plantations de café, créa de nouvelles routes et améliora les anciennes pistes, l'axe Soudan-Aboisso en passant par Kong, Bondoukou, Assikasso, Zaranou, Bettié qui servait de voie pour relier le Soudan et la côte ivoirienne⁵. Mais il fallait explorer l'arrière-pays de cette côte-est. C'est Treich-Laplène qui fit deux essais (1787-1788) qui le menèrent à Bondoukou, mais sans grand succès.

L'expédition de Binger fut, sans aucun doute, la plus significative dans le projet français d'exploration de la Côte d'Ivoire. "Binger forma le projet d'explorer les pays situés entre le Niger et le Golfe de Guinée. Partie de Bamako le 3 septembre 1887, l'expédition dirigée par Binger prenait fin à Grand-Basam, le 20 mars 1889, après un parcours de 4 000 km."⁶ Les résultats

4 La pénétration française en Côte d'Ivoire 1687-1894, in revue Godo Godo, IHAA, Abidjan., Simon Pierre Ekanza, p. 61.

5 *ibid.* p. 67-68

6 *ibid.* p. 68

politiques et surtout scientifiques de cette expédition furent nombreux notamment "une meilleure connaissance géographique et ethnographique de la région"⁷.

Ce 19^{ème} siècle se termine par la signature de quelques traités et l'installation de deux comptoirs, un à Grand-Bassam et un à Assinie. C'est à cette même époque que les Français mettent le cap sur la côte-ouest et le centre du pays.

Les premières tentatives de pénétration par le fleuve Bandama, en 1891, se soldèrent par des affrontements à Tiassalé qui occasionnèrent la mort de deux explorateurs, Voituret et Papillon⁸. C'est Marchand qui s'empare de Tiassalé, en 1893, puis atteint Tengréla au nord après avoir parcouru tout le pays baoulé (Toumodi et Bouaké). Le chemin de fer actuel qui relie Abidjan à Niamey au Niger emprunte le tracé de son parcours.

A cette époque, les succès à l'ouest sont moins significatifs et la présence française se limite à la côte. Le roi Mané de Béréby est désigné en 1891 par l'administration française comme le "grand roi des régions" alentour. Il faut attendre Georges Thomann pour initier la pénétration de la région ouest par le fleuve Sassandra.

Après la Conférence de Berlin qui fixe les zones d'influence des grandes puissances en Afrique, la Côte d'Ivoire devient, en mars 1893, une colonie française autonome, la Colonie de Côte d'Ivoire et le lieutenant d'infanterie Binger son premier gouverneur. A partir du littoral, plusieurs missions d'exploration pacifiques seront initiées pour matérialiser cette pénétration française.

C'est avec l'arrivée du gouverneur Angoulvant que la pénétration française dans cette colonie ne sera plus uniquement commerciale, mais elle deviendra une pénétration armée en vue d'une occupation militaire du pays. En 1915, la Côte d'Ivoire est ainsi pacifiée et la France y installe son régime d'administration directe avec l'avenement de l'impôt de capitation qui remplace la "coutume".

Les derniers épisodes de cette pacification laissent deviner les intentions de la France quant à l'utilisation de son patrimoine colonial. Les colonies devaient pourvoir la métropole en diverses richesses et matières premières brutes, mais aussi en

7 *ibid.* p. 69

8 *ibid.* p. 73

main-d'oeuvre gratuite pour les entreprises coloniales locales et en soldats en cas de guerre.

La volonté de la France d'amener les "populations barbares d'Afrique" au génie et à la civilisation française avait fait place à une politique d'occupation militaire violente dans les colonies.

L'occupation militaire était, pour la France, le seul garant des espoirs économiques liés à ces colonies. Un système très complexe d'impôts fut mis en place qui se décomposait en impôt de capitation, de patentes et de taxes sur le marché ainsi que les amendes judiciaires. Tous ces prélèvements concourraient à enrichir la Métropole et à appauvrir l'Ivoirien. La faim s'est installée dans certaines régions dont la région de Daloa. Pour que tous ces impôts soient récoltés dans les meilleures conditions, il fallait l'instauration d'un régime dur que la France a mis en place dès les premières années d'existence de cette colonie de Côte d'Ivoire. Dès 1912, le système des "prestations a été institué et porte sur l'entretien des routes, la construction des lignes télégraphiques, le portage des colons et tous les travaux publics en général". Ces prestations ont été très vite commuées en "une obligation imposée aux indigènes"⁹, c'est-à-dire, en "travaux forcés" pour le bonheur des entrepreneurs français qui avaient ainsi, à leur disposition, une main-d'oeuvre taillable et corvéable à merci dans leurs exploitations.

C'est dans ce climat qu'est né le Syndicat Agricole Africain d'Houphouët Boigny qui a incarné toute la détermination de l'Africain pour le respect de ses droits. De ce syndicat va naître, en 1946, le Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A.). La lutte pour l'émancipation fut difficile et jalonnée de nombreux massacres de la population dans tout le pays. La suppression des travaux forcés et la reconnaissance des droits de l'Africain furent les leitmotiv du R.D.A..

Zokou Gbèli, symbole de la résistance des Bété à la pénétration française dans la région de Daloa

L'arrivée des Français dans la région de Daloa s'est déroulée en deux phases principales: une phase pacifique et une autre plus violente.

⁹ Zunon Gnobo Julien, *Les échanges dans la région de Daloa du milieu du XIX^{ème} siècle à 1936*, (thèse pour le doctorat de 3^{ème} cycle), Université de Paris VII, 1980, p.352.

Georges Thomann, Administrateur du Cercle du Sassandra, choisit une méthode intelligente et réaliste, la méthode pacifiste, pour asseoir l'autorité de la France dans la région. Un premier voyage de reconnaissance l'a amené de Sassandra à Séguéla, sans rencontrer de problème d'aucune sorte sur son parcours.

C'est donc en terrain connu que, en janvier 1902, cet explorateur initie une seconde expédition qui quitte Sassandra, en suivant le fleuve du même nom, pour monter vers l'intérieur du pays. Les premières escales de cette expédition furent Soubré puis Issia où un poste est créé en 1904. Là encore, les troupes françaises ne rencontrèrent aucune difficulté notable sur leur parcours. Les différents chefs de tribu ont joué, pour Thomann et son escorte, le rôle d'accompagnateurs et les ont conduits, les uns après les autres, jusqu'à Daloa qui fut atteint en 1905. Un poste y fut créé en septembre de la même année. Un chef guerrier du nom de Zokou Gbéli (/ -Zokuo 'Gbēli /) était le chef de tribu des -Galibhangwa, originaires de Daloa, tribu composée de neuf villages¹⁰:

- Doudoua / -Dudua /
- Gbokora / 'Gbɔkɔla /
- Tagoura / 'Tagɔla /
- Zokoua / -Zokua /
- Lobia / "Lɔbɪa /
- Gbēligrowan / 'Gbēliglɔngwa /
- Zaoura / -Zawla /
- Labia / -Labɪa /
- Tazibouo / 'Tazɪblɪ /

C'est Zokou Gbēli qui reçut les troupes françaises arrivées à Daloa. "Lorsque les troupes françaises demandèrent à Zokou Gbēli le nom du pays qu'il habitait, il répondit: nous sommes Dalowan / -Abha-a -Dalɔngwa /. Ce qui donna Daloa¹¹. Le chef de tribu pensait que, comme pour la première fois, la présence de Thomann serait passagère et surtout de courte durée.

Très vite, des questions de préséance opposèrent les

10 A. L. TETY GAUZE, Histoire des Magwe, in revue Godo Godo, numéro spécial, 1982, p.103

11 ibid. p. 102

différents chefs de tribu et ont installé, dans la région, un climat de méfiance entre les populations elle-mêmes et entre les populations et les troupes françaises. Dès 1906, des problèmes d'approvisionnement en nourriture sont le prétexte de premiers affrontements qui firent des morts de part et d'autre dont le capitaine Lecoeur. Les représailles furent terribles et s'abattirent à la fois sur ceux qui étaient censés avoir participé aux combats mais aussi, sur ceux qui ont été jugés complices de ces combattants. Ainsi de nombreux habitants de Lobia ont été tués. Un traité de paix a été cependant signé entre les autorités autochtones et les responsables des troupes françaises.

Ce traité ne réussit pas à ramener la paix d'une manière définitive dans la région. Et les convois français continuaient à être l'objet de tracasseries sur le parcours Daloa-Issia. Le lieutenant Huttin, dépêché sur les lieux pour s'enquérir de la situation, fut lui aussi tué à Gbëtitapia le 28 septembre 1907¹². En représailles, le chef de tribu de Gbëtitapia, Boguhet Rabet, fut arrêté et exécuté dans sa prison. A la suite de cet incident, toutes les forces vives de la région de Daloa se mirent sous l'autorité du chef Zokou Gbëli qui, après avoir incendié le poste de Daloa, organisa le siège de la ville, bloquant ainsi toutes possibilités de ravitaillement des troupes françaises. Mais le manque de munitions oblige Zokou Gbëli et ses troupes à lever le siège et à signer un autre traité de paix avec les forces françaises, traité dont l'une des clauses principales était l'interdiction du port d'armes. Zokou Gbëli fut réduit alors à s'occuper du règlement des litiges au sein du tribunal coutumier de Daloa. Malgré ces nouvelles fonctions et à cause de sa grande notoriété dans la région, le chef Gbëli était suspecté et recevait régulièrement des menaces de la part des autorités françaises. Il fut notamment menacé de déportation par le gouverneur Angoulvant.

Ainsi, les militaires français et leurs alliés autochtones cherchèrent un prétexte pour mettre hors d'état de nuire cet élément destabilisateur, opposé à leur installation définitive dans la région. Ce prétexte leur fut fourni, en 1911, par la mort du fils d'un de ses notables assassiné par les troupes françaises. Sur de faux rapports, le chef Zokou Gbëli fut alors accusé de préparer un soulèvement en vue de venger cette mort. Il fut ainsi arrêté et jeté en prison le 4

12 *ibid.* p. 107

octobre 1911. Après plusieurs semaines de détention, il fut emmené en exil à Séguéla où il “mourut de pneumonie le 24 avril 1912 et fut enterré en ces lieux”¹³. Zokou Gbéli fut suivi en déportation par ses principaux collaborateurs et notables dont le chef de village de Lobia.

Le départ en exil de Zokou Gbéli a laissé libre cours à la pacification de la région qui put débiter: “Après l'exil du vieux roi Zokou Gbéli, l'interdiction et la suppression radicale des armes à feu, des tam-tam de guerre, des cors, des flèches, des meetings coutumiers, entrèrent dans les faits”¹⁴. Le convoi était pédestre. Tous les habitants de la région, tout au long de la route, ont eu l'occasion de voir le grand chef guerrier Zokou Gbéli fait prisonnier et enfermé dans un hamac, surtout les chefs guerriers dont les velléités de soulèvement furent calmées sur recommandations de Zokou Gbéli lui-même.

Cependant, l'occupation française a continué à sévir pour asseoir définitivement son autorité. Plusieurs actes de répression ont été perpétrés dans la région notamment entre Gboguedia et Issia. Le désarmement a été institué et le port d'armes interdit. De nombreux Bété ont quitté la région et se sont volontairement exilés sur la côte. La région de Daloa fut ainsi pacifiée et la France put y mettre en place, comme sur toute l'étendue du territoire, sa grosse machine colonisatrice.

La Côte d'Ivoire indépendante

La Côte d'Ivoire fut, dans les années 1950, la place forte du Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A.) né au mois de novembre 1946 et Félix Houphouët-Boigny son président rebelle. C'est le 4 décembre 1958 que la République de Côte d'Ivoire est proclamée. “Le 26 mars 1959, la loi constitutionnelle instaure un Parlement dont l'assemblée unique investit un Premier Ministre, F. Houphouët-Boigny”¹⁵.

Quand la Côte d'Ivoire accède, comme de nombreux pays africains francophones, à son indépendance le 7 août 1960, Félix Houphouët-Boigny en est le premier président.

13 *ibid.* p. 118

14 *ibid.* p. 118

15 *Que Sais-je* n° 1137, La Côte d'Ivoire, par Gabriel Rougerie, p.104

Depuis cette date, la branche ivoirienne du Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A.), le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (P.D.C.I.) a dirigé le pays sans partage jusqu'en 1990.

En avril de cette année-là, le peuple ivoirien, s'appuyant sur la situation difficile que vivait le pays et le discours de La-Baule qui conditionnait l'aide internationale à l'instauration de la démocratie, a contraint le président Félix Houphouët-Boigny à ré-instaurer le multipartisme en Côte d'Ivoire. Une véritable éclosion s'en est suivie qui a vu la naissance d'une centaine de partis politiques dont les quatre (4) premiers furent : le Front Populaire Ivoirien (F.P.I.), l'Union des Sociaux-Démocrates (U.S.D.), le Parti Ivoirien des Travailleurs (P.I.T.) et le Parti Socialiste Ivoirien (P.S.I.).

A la mort de Houphouët-Boigny, le 7 décembre 1993, Henri Konan Bédié, dauphin constitutionnel parce que Président de l'Assemblée Nationale, prend le pouvoir et dirige le pays jusqu'au coup d'état du 24 décembre 1999. Le général Robert Guéi et son Comité National de Salut Public (CNSP) conduisent une transition militaire qui donne à la Côte d'Ivoire une nouvelle Constitution adoptée par référendum le 1er août 2000.

Depuis le 26 octobre 2000, Gbagbo Laurent du Front Populaire Ivoirien (FPI) devient le 3ème président de la Côte d'Ivoire à l'issue d'élections difficiles.

Une nouvelle tentative de coup d'Etat est perpétrée et échoue dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002. Les Ivoiriens ont vu l'embrassement de leur pays coupé en deux et la mort de centaines de milliers de personnes. Le nord et l'ouest du pays furent ainsi isolés et dirigés par la rébellion. Deux années de guerre ponctuées de plusieurs tentatives de réconciliation dont la fameuse réunion de Linas-Marcoussis, ont débouché sur la mise en place d'un gouvernement de réconciliation nationale composé de différentes forces politiques du pays. Cependant le gouvernement issu de l'accord de Linas-Marcoussis et de Kleber en janvier 2003 a connu des ratées qui ont nécessité la tenue de la réunion d'Accra III les 29 et 30 juillet 2004.

Cette énième réunion semble enfin ouvrir de sérieuses perspectives de paix durable par la conclusion d'un accord entre les différentes parties, dans lequel elles s'engagent à mettre fin à cette crise.

Carte d'identité de la Côte d'Ivoire

Nom officiel	République de Côte d' Ivoire
Accession à l'indépendance	7 août 1960
Nombre d'habitants	16 millions d'habitants dont 26% d'étrangers
Superficie	322 462 km ²
Densité moyenne	9 habitants/km ²
Capitale politique	Yamoussoukro
Capitale économique	Abidjan
Institutions républicaines	Assemblée Nationale, Conseil Economique et Social, Commission électorale, Conseils Régionaux
Election présidentielle	Tous les 5 ans
Elections législatives	Tous les 5 ans
Partis principaux	
P.D.C.I. (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire)	
F.P.I. (Front Populaire Ivoirien)	
R.D.R. (Rassemblement Des Républicains)	
U.D.P.C.I.(Union pour la Démocratie, la Paix en C.I.)	
P.I.T. (Parti Ivoirien des Travailleurs)	
U.S.D. (Union des Sociaux-Démocrates)	
U.D.C.Y (Union pour la Démocratie Citoyenne)	
M.F.A. (Mouvement des Forces d'Avenir)	
Villes principales	Bouaké Daloa Man San-Pédro Korhogo Gagnoa Abengourou Bondoukou Aboisso
Taux de croissance démographique	3,3%

Espérance de vie	48 ans (femmes), 47 ans (hommes)
Analphabétisme	64% (RGPH de 1998) ¹⁶
Monnaie	le franc CFA 1 euro = 655,96 F. CFA
Climat	tropical chaud et humide
Exportations	café cacao bois hévéa huile de palme coton fruits
Richesses du sous-sol	pétrole, gaz, manganèse
Religions	animisme, christianisme, islam
Langues	dioula, baoulé, bété, sénoufo, gouro, agni, guéré, koulango, yakouba, attié, dida, tagbana, ...

La scolarisation

Longtemps la Côte d'Ivoire a été créditée du taux de 50% d'analphabétisme. Le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (R.G.P.H.) de 1998 donne un taux plus réaliste de 64%.

Pourtant, le Président Félix Houphouët-Boigny avait, en son temps, fait de l'éducation la priorité des priorités en accordant plus de 40% du Budget Général de Fonctionnement de la Côte d'Ivoire à la formation de la jeunesse ivoirienne. Trois ministères ont en charge l'éducation:

- le Ministère de l'Education Nationale, chargé du préscolaire, du primaire, du secondaire général, de l'alphabétisation, des activités extra-scolaire et coopératives, de la formation initiale et continue ;

¹⁶ Recensement Général de la Population et de l'Habitat

- le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle chargé du secondaire professionnel, de l'alphabétisation et de la formation continue ;
- le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique chargé de l'enseignement supérieur, de la formation des formateurs et de la formation à la recherche.

Outre les ministères ci-dessus cités, d'autres départements ministériels développent des programmes éducatifs et assurent la formation des agents et cadres de l'administration et des secteurs sociaux.

La langue d'enseignement est le français, langue officielle de la Côte d'Ivoire. Néanmoins, de nouveaux programmes d'enseignement ont été initiés depuis l'an 2000 dans le système formel et qui utilisent certaines langues ivoiriennes comme véhicules d'enseignement jusqu'au C.E.1. Ensuite, un transfert progressif au français est réalisé jusqu'au C.M.2. Il s'agit des langues suivantes : abbey, agni, attié, baoulé, bété, dioula, guéré, koulango, mahou, sénoufo, yakouba.

Parallèlement à ce nouveau programme, l'*alphabétisation fonctionnelle* est adoptée comme méthode officielle d'alphabétisation en Côte d'Ivoire, méthode qui prend en compte l'environnement socio-économique de l'apprenant. Un Projet Pilote d'Alphabétisation (P.P.A.) est en cours de réalisation. La première phase de ce projet concerne les départements du Nord et ceux du Sud-Ouest. Les résultats sont encourageants et ces programmes sont appelés à être généralisés dans les années à venir sur toute l'étendue du territoire.

Les langues

Le français est la langue officielle de la Côte d'Ivoire. Sans aucun doute, les 16 000 000 d'Ivoiriens ne parlent pas tous français et, sans doute aussi, beaucoup de ceux qui sont censés le parler le parlent d'une manière plus qu'approximative, voire incorrecte. Toujours est-il qu'ils font partie des 150 000 000 de francophones de ce monde.

A côté du français, les Ivoiriens utilisent, pour des besoins

domestiques de communication, une soixantaine de langues ivoiriennes. Le caractère approximatif de ce nombre est dû aux conditions de son établissement.

En effet, Maurice Delafosse a publié les “Vocabulaires comparatifs de 60 langues et dialectes parlés à la Côte d’Ivoire et dans les régions limitrophes”, paru en 1904 à Paris chez Leroux.

Les 60 langues et dialectes dont il est question sont aussi parlées dans les pays limitrophes, c’est à dire au Ghana, au Burkina-Faso (à l’époque Haute Volta), au Mali, en Guinée et au Libéria. Et puis, il est question de langues et dialectes, alors que certaines langues comprennent plusieurs parlars ou dialectes. Le bété en comprend une dizaine. Pour ces quelques raisons, il est plus raisonnable de parler d’un nombre plus restreint de langues parlées sur le territoire ivoirien. Ceci, bien sûr, ne prend pas en compte les langues parlées par les nombreuses communautés étrangères installées en Côte d’Ivoire.

Les groupes linguistiques

Les langues ivoiriennes sont regroupées en quatre (4) groupes linguistiques. Ces groupes sont à cheval sur les différentes frontières de la Côte d’Ivoire. Il s’agit de :

Mandé (C.I., Mali, Guinée)

-mandé-nord : dioula, mahou

-mandé-sud : gouro, gagou, dan

Akan (C.I., Ghana)

-baoulé, agni, abron, attié, abbey, abouré, alladian,
adioukrou, appolo, éotilé

Kru (C.I., Libéria)

-krou oriental: bété, dida, godié, neyo

-krou occidental: guéré, wobè, nyaboua,
nyédébwa, zombo, bakwé, tépo, kroumen

Gur (C.I., Burkina-Faso, Ghana)

sénoufo, koulango, lobiri, tagbana

Les langues citées ici ne sont que quelques représentantes de ces groupes.

Le bété

Dans le cadre de la mission qu'il a reçue de l'Etat de Côte d'Ivoire, à savoir, mener les travaux de recherche nécessaires à l'introduction des langues ivoiriennes dans l'enseignement, l'Institut de Linguistique Appliquée a pressenti quatre langues pour représenter chacun des quatre groupes linguistiques présents sur le territoire ivoirien: le baoulé pour le groupe akan, le dioula pour le mandé, le sénoufo pour le gur et le bété pour le groupe kru. A ce titre, le bété fera, dès le début des années 70, l'objet de diverses études scientifiques, enquête dialectale, phonologie, morphologie, syntaxe, lexicologie et lexicographie. Dans cette même logique, le bété fait partie des dix langues utilisées dans le Projet-Ecole-Intégrée (P.E.I.) du Ministère de l'Education Nationale.

Actuellement, plusieurs projets d'enseignement utilisent le bété aussi bien dans le système formel (enseignement primaire) que dans les projets d'alphabétisation et d'éducation des adultes. A cela, il faut ajouter les « Cours Audio-Oraux » des langues ivoiriennes à l'Université de Cocody-Abidjan. Enfin, la dimension culturelle véhiculée par le bété est extrêmement importante en Côte d'Ivoire et plus particulièrement dans les arts et le domaine musical.

Les Bété font partie du peuple kru qui occupe un espace à cheval sur le sud-est du Libéria et le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. La partie ivoirienne du territoire kru qui couvre 77.000 km², était couverte, jusqu'aux premières années de l'indépendance, par une forêt dense qui rendait la région impénétrable. Cette forêt a fait place, depuis les années 70-80, dans sa partie sud, à d'immenses plantations industrielles d'hévéa, de grumes et de palmier à huile. On distingue les kru occidentaux situés à l'Ouest du fleuve Sassandra et les kru orientaux situés sur la rive gauche de ce fleuve. La partie septentrionale de la zone orientale occupée par les Bété constitue, aujourd'hui, la nouvelle "boucle du café-cacao".

Le bété est parlé par environ 800.000¹⁷ individus originaires d'un espace qui englobe les régions administratives du Haut-Sassandra, du Bas-Sassandra et celle du Fromager et/ou y vivant.

Numériquement parlant, le bété est l'ensemble linguistique le plus important au sein du groupe kru. Les grands centres urbains de cette région sont, du sud au nord, Soubré, Gagnoa, Ouragahio, Guibéroua, Issia, Saïoua et Daloa.

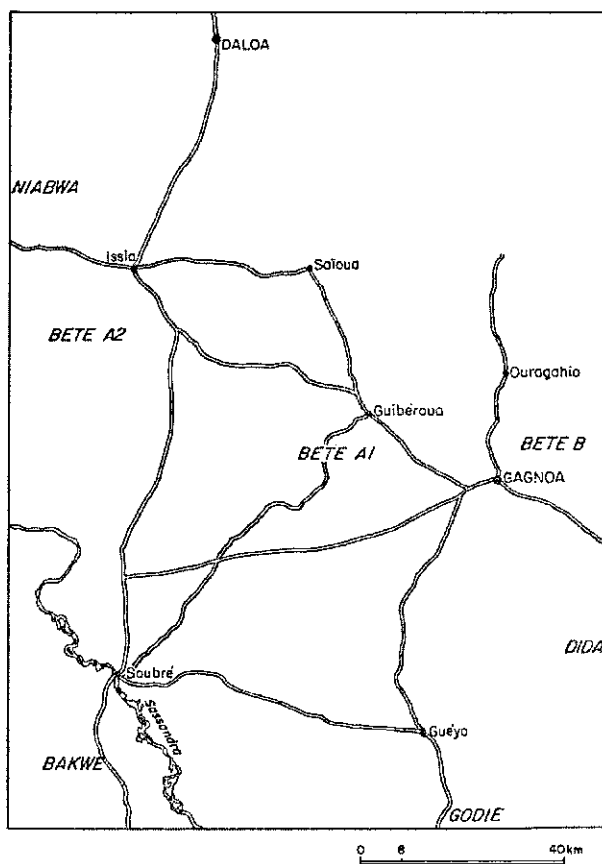
Les parlers bété

Les Bété sont originaires d'une zone de forme approximativement triangulaire située dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Cette zone s'étend sur une superficie d'environ 30 000 km². La ville de Soubré en est le point le plus au sud et le village de Didéguhé, dans la région de Daloa, son point le plus au nord. A l'ouest, les Nyabwa et les Kouzié sont les voisins des Bété. Les Bakwé et les Godié occupent la région au sud et au sud-est des bété. Les Dida constituent le dernier maillon des langues kru qui entourent le territoire bété. Les Gouro, de langue mandé, occupent l'est et le nord du pays bété. Les Kouya, les Nyédébwa, et les Zombo en occupent le nord-ouest.

Régions	Départements	Sous-préfectures
Bas-Sassandra	Soubré	Soubré, Grand-Zatry, Méagui
Haut-Sassandra	Daloa	Daloa, Gboguhé, Gadouan
	Issia	Issia, Boguédia, Saïoua, Iboguhé
Le Fromager	Gagnoa	Gagnoa, Ouragahio

¹⁷ Estimation de la population bété: Ce nombre est le résultat de l'application du taux de croissance démographique (3,3%) sur les résultats de l'estimation de 1975.

LES PRINCIPAUX AXES DES DIALECTES BETE



Source: Werlé, Hook, Zogbo, Enquête dialectale bété, ILA/SIL, Abidjan, 1976

Choix du dialecte

Le bété fait partie, du point de vue dialectal, des langues les plus différenciées de Côte d'Ivoire. Une enquête¹⁸ a dénombré dix (10) parlers suivant deux axes :

- axe Soubré-Gagnoa-Ouragahio qui recouvre les dialectes suivants : Gbadi, Nekedi, Zedi.
- axe, Soubré-Guibéroua-Issia- Saïoua et Daloa.
Au sein de ce second axe, le taux d'intercompréhension est supérieur à 85%

La différence entre les taux d'intercompréhension des deux axes a dépassé quelquefois 50%, au point de se demander s'il s'agit de la même langue.

Le dialecte utilisé dans ce livre est celui de Daloa. Toute la région de Daloa ne connaît qu'un seul dialecte. A l'intérieur d'un triangle Daloa-Issia-Saïoua, le taux d'intercompréhension relevé reste supérieur à 90% et atteint 100% entre Daloa et Issia.

L'espace ainsi délimité par ces taux recouvre les sous-préfectures de : Daloa, Gboguhé, Boguédia, Gadouan, Iboguhé, Issia et Saïoua. Même quand l'on inclut les dialectes de Guibéroua, Saïoua et Soubré, le taux d'intercompréhension reste supérieur à 85%.

A côté de ces dialectes, il faut mentionner ceux dits périphériques dont le nombre de locuteurs est très restreint: le zikobuë, le gidabuë, le gëbié, le zëbié, tous très proches du godié et du dida.

¹⁸ Werlé, Hook, Zogbo, Enquête dialectale bété, ILA/SIL, Abidjan, 1976

II- LES MOTS

1- Orthographe bété

Le bété de Daloa connaît un système à 35 phonèmes dont 23 consonnes et 13 voyelles. La 13ème voyelle, la voyelle centrale [ʌ], /ä/, existe d'une manière résiduelle et n'apparaît qu'en situation de transition, comme connectif.

A ce système des consonnes et des voyelles, il faut ajouter celui des tons qui sont aussi des éléments de différenciation des mots.

1.1 Les voyelles

Les voyelles du bété sont orales. Le [n] est décrit comme une nasale et sert de support aux pronoms-sujets des 1^{ère} et 2^{ème} personnes du singulier.

'n	je
-n	tu

Cette nasale se retrouve aussi à l'initiale dans d'autres expressions :

"n	et ensuite
'nn	oui (support de discours)
-nn	oui, d'accord
-n -bhöle	on dirait que

Voyelles présentes en français :

API	Fr.	API	Bété	API	Fr.
a	bas	[ba]	ma	[ma]	fabriquer (en poterie)
e	dé	[de]	'de	[d]	endroit, place
ε	lait	[lε]	-sε	[sε]	un peu
i	pile	[pil]	-bi	[bi]	tricherie
o	pot	[po]	'go	[gó]	fesses